



## **CTM 11 avril : déclaration de la CGT-Culture**

Ce CTM se tient dans le contexte d'un projet de loi sur la Fonction publique particulièrement régressif et tourné, sans ambiguïté aucune, contre les agent-e-s, leur statut, leurs droits et leurs conditions de travail.

Ce projet de loi est un projet revanchard, marqué par le dogmatisme des libéraux les plus durs. Il s'accompagne d'une avalanche d'annonces, de déclarations, de contributions et rapports plus ou moins officiels, mais qui tous visent à salir les fonctionnaires, leurs missions et leur travail, et dont nous savons pertinemment qu'ils servent les intérêts et la communication du gouvernement.

Les objectifs déjà très clairement posés par Action Publique 2022 – la réforme de l'État façon Macron – restent les mêmes : destruction de 120 000 emplois dans les trois versants de la Fonction publique, nouvelles coupes budgétaires drastiques, casse du statut général et des garanties collectives, précarisation de l'emploi et des conditions de travail, accélération et extension des privatisations partout où c'est possible tout de suite.

Ce gouvernement mène une guerre sale contre la Fonction publique et ses personnels, et plus largement contre celles et ceux qui, dans des conditions de plus en plus difficiles, continuent à assurer la présence des services publics dans des territoires délaissés, des territoires en souffrance car trop longtemps discriminés et stigmatisés.

Le climat général est délétère, malsain, souvent nauséabond. Mais il résulte d'un parti pris politique et de choix de société extrêmement violents, en rupture avec la réalité quotidienne et les besoins criants de la population.

Les ténors du gouvernement et les porte-paroles du parti du Président n'ont qu'un mot à la bouche : débat. Deux peut-être ou trois mots : grand débat national.

Le ministre de la culture quant à lui, le nôtre de ministre, ose à peine encore parler de dialogue social.

Dialogue social : c'est une petite musique que le premier responsable de ce ministère et son entourage sifflent à présent du bout des lèvres tant cela devient indécent.

Indécente aussi la non réponse du ministre et son cabinet aux nombreuses alertes lancées par notre organisation sur les difficultés inquiétantes que traverse la Bibliothèque nationale de France. La Bibliothèque a perdu plus de 300 postes depuis 2009 et elle est restée sans direction générale durant cinq mois. Franck Riester va-t-il donner les effectifs et les moyens

nécessaires à la pérennité de la troisième plus grande Bibliothèque au monde, ou continuer à mépriser cet extraordinaire service public de la lecture ?

Les agent-e-s doivent savoir la vérité. Nous devons lancer cette alerte ce jeudi. C'est notre rôle et notre devoir. Car en ce moment même, et alors que – naturellement - rien ne filtre à l'ordre du jour de cette séance, dans la plus grande opacité, et sans un soupçon de dialogue social, une poignée de grands chefs à plumes redécoupent actuellement les services et les missions de l'administration centrale comme un vulgaire quartier de viande, et s'en disputent âprement les morceaux.

Vous n'avez eu de cesse de nous dire et de nous redire, sans ciller, que les chantiers « Administration centrale stratégie » n'étaient pas terminés et que, par conséquent, les fameux arbitrages du ministre ne pouvaient être rendus.

En vérité, c'est tout le contraire. Vous avancez et vous avancez de plus en plus vite. Vous décidez et vous décidez seuls, en chambre. Le train de la réorganisation de l'administration et des politiques de contenu qui constituent le cœur de l'action de ce ministère est lancé. Et il va vite.

Le CT-AC réuni le 29 mars n'a-t-il pas apporté la preuve formelle de ce double discours permanent pour ne pas dire de cette duplicité. Monsieur le Secrétaire général, le 29 mars, vous avez pris sèchement la décision de rattacher 25 agents assurant des fonctions de logistique au cabinet, au secrétariat général et dans les trois directions générales au Bureau de Fonctionnement des Services (BFS). Vous avez ainsi réglé le sort de l'un de vos dix chantiers : en l'occurrence le chantier logistique.

Agissant ainsi, vous n'avez pas pris une simple mesure de routine administrative. Vous avez pris une décision qui touche aux conditions de travail des agent-e-s et au lien hiérarchique qui organise leur travail. Ce faisant, vous avez nié leur parcours au ministère, l'histoire d'une vie souvent.

Et les décisions en préparation dans le secret de vos bureaux sont du même tonneau. Elles portent atteinte elles aussi au travail des personnels en même temps qu'elles portent atteinte au sens et à la valeur que nos collègues donnent à leurs missions.

Croyez-vous vraiment par ailleurs qu'il suffise de procéder sur presque tous les sujets par un mouvement de déconcentration systématique pour résorber les fractures culturelle et sociale et répondre aux inégalités territoriales.

Briser les capacités opérationnelles des services d'administration centrale en matière de politiques de démocratisation culturelle pour charger la barque des Drac est une hérésie qui témoigne d'une absence cruelle de vision politique. C'est aussi une forme de mépris profond pour les uns comme pour les autres car, et vous le savez bien, les Drac sont exsangues.

On a peine à parler encore de démocratie sociale tant vous piétinez cet espoir. Ces méthodes, vos méthodes sont inacceptables.

A ce sombre tableau, faut-il ajouter encore les premiers effets visibles du projet Camus dont la CGT n'a cessé de demander le retrait et dont elle avait, dès le début, parfaitement

décrypté les motivations et objectifs réels. Comme nous l'avions annoncé, le début effectif des travaux coïncide parfaitement avec l'enclenchement de la restructuration actuelle. L'emploi est et sera la seule variable d'ajustement de votre projet de déménagement.

Réorganiser, restructurer, déménager, déréguler, tout ceci participe d'une même politique : la politique des tableurs, politique comptable, politique de casse.

Nous, nous ne sommes pas là pour accompagner cette sale besogne. Nous sommes là pour défendre les agents, leur travail et leur salaire, et pour défendre ce ministère quoi qu'il arrive, face à vous comme face à ceux qui vous succéderont.

De la formation professionnelle, la documentation en passant par l'action internationale et bien d'autres encore, la cohérence des politiques nationales, le devenir des SCN musées, du Mobilier National, des DRAC, mais aussi celui de l'enseignement supérieur culture et notamment de l'architecture et des arts plastiques à la déconcentration maniaque et autoritaire des missions et des crédits et bien d'autres dossiers encore que vous traitez à trois ou quatre, nous opposerons bien sûr la défense des missions, de l'expertise et des savoir-faire des personnels mais aussi notre ambition d'un ministère de la culture au service de la population et de l'intérêt général ; au service de la démocratisation culturelle, mais plus encore, de la démocratie et de la culture.

Nous ne pouvons pas vous laisser faire. Tant que vous conduirez de telles politiques qui, en lieu et place de ce foutu nouveau monde, relèvent en vrai d'une incroyable collection d'archaïsmes et additionnent les brutalités et les retards d'avenir, vous nous trouverez en travers de votre route.

**Vive la Culture et que vive le Ministère de la Culture !**